

# - MAYOTTE -



## BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Suivi de la conjoncture  
financière et bancaire

~

N° 133

3ème trimestre 2007

~

- Décembre 2007 -



Sommaire

<b>Méthodologie</b>	<b>5</b>
<b>1. Synthèse</b>	<b>6</b>
<b>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</b>	<b>9</b>
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>10</b>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>11</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>12</i>
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>13</b>
<b>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</b>	<b>13</b>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>15</i>
<b>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</b>	<b>16</b>
<b>5. Risques sectoriels</b>	<b>17</b>
<b>6. Rappel des taux</b>	<b>19</b>
<b>6.1 Taux réglementés</b>	<b>19</b>
<b>6.2 Principaux taux de marché</b>	<b>19</b>
<b>6.3 Taux de l'usure</b>	<b>19</b>
<b>7. Monnaie fiduciaire</b>	<b>20</b>
<b>7.1 Emission mensuelle de billets euros</b>	<b>20</b>
<b>7.2 Emission mensuelle de pièces euros</b>	<b>20</b>

## Méthodologie

### 1) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

### 2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

#### **4) Service central des risques (SCR) et SCR douteux**

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

## 1. Synthèse

### 1 – Evolution conjoncturelle

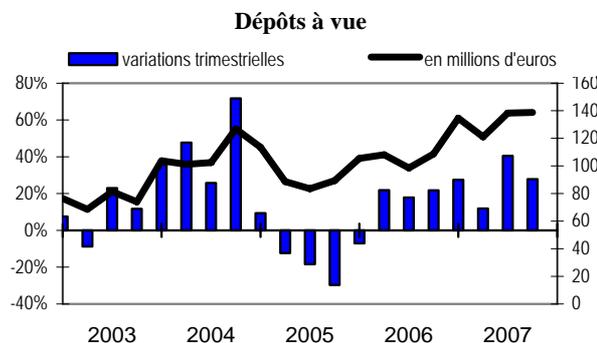
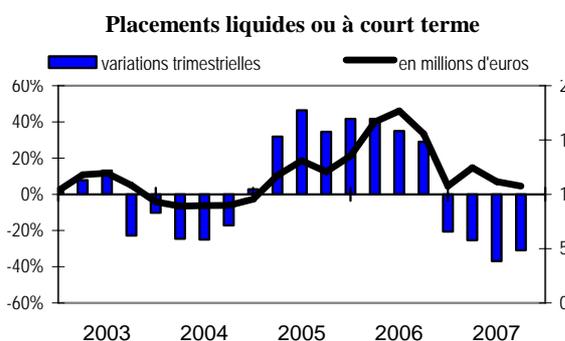
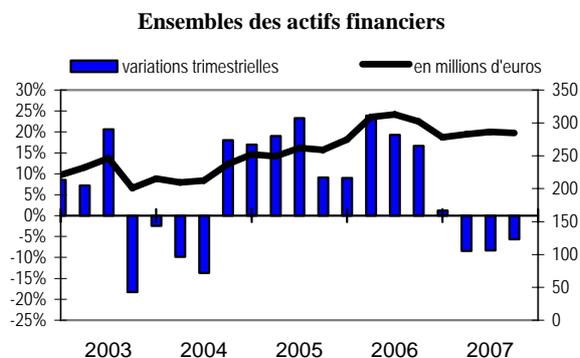
#### a) les actifs financiers

Au 30 septembre 2007, l'encours global des actifs financiers recensés à Mayotte s'élève à 284,9 millions d'euros, en baisse de 5,6 % en glissement annuel (après +16,6 % l'année précédente). Cette diminution est imputable aux placements liquides ou à court terme des sociétés non financières et autres agents (soit respectivement -78,1 % et -15,7 %).

Les actifs financiers sont composés à 48,7 % de dépôts à vue, 37,7 % de placements liquides ou à court terme et 13,5 % d'épargne à long terme.

Dans le détail, les dépôts à vue ont connu une croissance spectaculaire, progressant de 27,8 % en un an. En revanche, l'épargne à long terme, qui s'élève à 38,6 millions d'euros, est restée relativement stable (+2,9 %).

Les placements liquides ou à court terme<sup>1</sup>, qui s'établissent à 107,5 millions d'euros, enregistrent quant à eux un net recul, de 31,0 % sur un an. Cette tendance est liée à la forte baisse des placements indexés sur les taux du marché monétaire (-43,6 % en glissement annuel, soit une perte de 51,5 millions d'euros en un an), qui représentent 61,9 % du total des placements liquides ou à court terme. Une partie de ce flux a probablement été orientée vers les dépôts à vue.



Au 30 septembre 2007, l'encours des dépôts à vue s'élève à 138,8 millions d'euros, en hausse de 27,8 % sur un an (soit 30,2 millions d'euros supplémentaires) contre +21,7 % l'année précédente. Cette nouvelle progression concerne essentiellement les « autres agents » (+78,0 % sur un an ; soit 9,5 millions d'euros en plus) et les sociétés non financières (+42,9 %, soit +16,8 millions d'euros).

L'encours d'épargne à long terme s'élève à 38,6 millions d'euros, en hausse de 2,9 % sur un an (soit un gain de 1,1 million d'euros).

L'épargne à long terme détenue par les seuls ménages, qui représente 65,2 % du total de l'épargne, enregistre une hausse de 4,6 % en un an, (soit 1,1 million d'euros en moins). Concernant l'épargne à long terme des autres agents (36,6 % de l'épargne total) qui s'élève à 13,3 millions d'euros, elle n'a pas connu d'évolution significative depuis juin 2006.

<sup>1</sup> Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (notamment : livrets ordinaires, livrets d'épargne populaire, comptes d'épargne logement, CODEVI) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (notamment : comptes créditeurs à terme, OPCVM monétaires).

### b) Les passifs financiers

**Le total des passifs financiers distribués par les établissements de crédit** (toutes zones confondues) s'inscrit en forte hausse au 30 septembre 2007. En effet, l'encours global de crédit atteint 479,4 millions d'euros, en progression de + 17,5 % en glissement annuel après + 4,0 % l'année antérieure.

Les créances douteuses brutes ont progressé à fin septembre 2007 (+ 5,1 %, après + 18,4 % en septembre 2006). Le taux de créance douteuse s'élève, désormais, à 9,4 % (contre 10,6 % un an auparavant).

Les entreprises, principales bénéficiaires des concours octroyés dans la Collectivité (48,1 % du total), affichent une orientation à la hausse tant sur les encours totaux que sur les encours sains (+ 27,1 % en un an). Cette progression provient principalement des crédits d'investissement (soit 48,7 % du total), en hausse de 25,8 %.

L'encours total en faveur des ménages a également progressé sur un an (+ 20,4 % en glissement annuel, après + 12,2 % l'année antérieure) et atteint 159,2 millions d'euros.

Par contre, l'encours aux collectivités locales, qui s'élève à 70,7 millions d'euros, enregistre une baisse de 13,2 % sur un an.

**L'encours global de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL)** s'établit à 346,0 millions d'euros (+ 23,3 % en glissement annuel, après + 10,1 % l'année précédente).

Quant à l'encours sain, il progresse au même rythme que l'encours total (+ 23,1 % en un an). En outre, il convient de préciser que le taux de créances douteuses s'élève, pour les ECIL, à 4,2 % (contre 4,0 % l'année précédente). Même s'il progresse légèrement, son niveau reste particulièrement modéré.

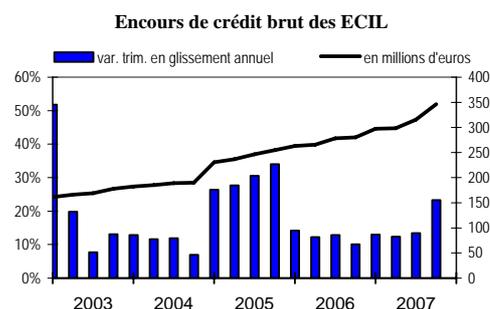
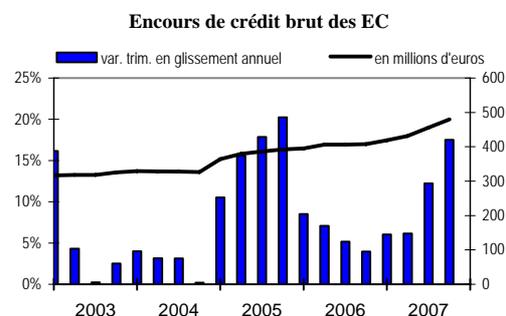
Les entreprises, qui représentent presque la moitié du total des encours, sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux. En effet, leurs encours totaux s'accroissent de 35,4 % en un an, pour atteindre 171,7 millions d'euros.

Composés à 90,4 % de crédits à l'équipement et à 9,6 % seulement de crédit-bail, les crédits d'investissement affichent une progression en glissement annuel de 27,1 %, pour s'établir à 111,0 millions d'euros à fin septembre 2007.

Par ailleurs, les crédits d'exploitation des entreprises (dont 40,2 % de crédits de trésorerie et 43,3 % de comptes ordinaires débiteurs) enregistrent une forte hausse, de 39,5 %. Enfin, le taux des créances douteuses brutes sur l'ensemble des concours aux entreprises s'inscrit en légère hausse de 0,1 point entre septembre 2006 et septembre 2007, à 5,6 %.

Après les entreprises, les ménages constituent les deuxièmes débiteurs des établissements de crédit locaux (46,1 % du total). A fin septembre 2007, les crédits accordés aux ménages, qui s'élèvent à 159,5 millions d'euros, s'inscrivent en hausse de 20,4 % sur un an (soit 27 millions d'euros supplémentaires).

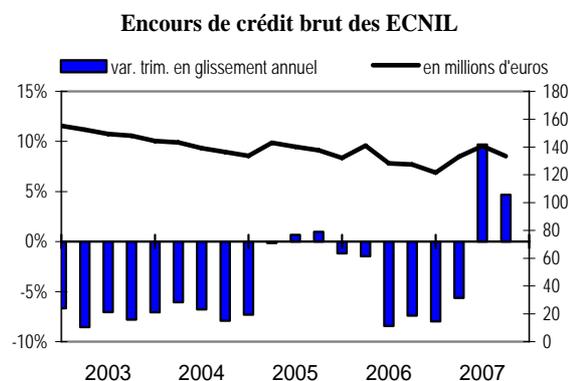
Cette augmentation est essentiellement imputable aux financements de l'habitat (+ 20,6 %, avec + 11,1 millions d'euros sur un an) et de la consommation (+ 21,9 %, soit + 16,0 millions d'euros supplémentaires).



Au 30 septembre 2007, le **total des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** s'élève à 133,4 millions d'euros (27,8 % du total des crédits accordés à Mayotte), affichant une progression de 4,7 % sur un an (mais une baisse de 5,2 % est à signaler entre juin et septembre 2007). Malgré ces à-coups, il convient de signaler la tendance générale de désengagement progressif des ECNIL à Mayotte, observée depuis fin 2002.

Ainsi, les encours sains progressent de 7,4 % en un an. Le taux de créances douteuses brutes s'élève cependant à 23,0 % (- 2 points en un an) du total des concours consentis par les ECNIL, soit un niveau particulièrement élevé.

Les collectivités locales, qui représentent 45,6 % des encours totaux, sont les premiers débiteurs des établissements de crédit non installés localement. A fin septembre 2007, les crédits qui leur ont été accordés s'élèvent à 60,8 millions d'euros, en baisse de 4,9 %.



Par ailleurs, les crédits à l'équipement des collectivités locales, qui constituent 71,3 % des crédits consentis à celles-ci, augmentent de 3,4 % en un an pour atteindre 43,4 millions d'euros.

Les entreprises sont les deuxièmes débiteurs des ECNIL (44,1 % du total). Leurs encours totaux régressent de 4,8 % en un an (après - 10,4 % un an auparavant), pour atteindre 58,8 millions d'euros. Cependant, il convient de préciser que le taux de créances douteuses des entreprises se situe à un niveau exceptionnellement élevé, soit 52,1 % (contre 51,5 % l'année précédente).

### 2 - Les risques recensés au SCR

A fin septembre 2007, l'encours des crédits aux entreprises de Mayotte recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 246,9 millions d'euros, en hausse de 9,0 % entre juin et septembre 2007. Ces crédits sont composés à 60,0 % par des crédits long terme et du crédit-bail, à 23,7 % par des concours court terme et à 16,3 % par des engagements hors-bilan. Le secteur des services occupe une place prépondérante (38,8 %) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises de la Collectivité, principalement en faveur de la promotion immobilière (soit près de 90,0 % des services et 34,9 % du total). Par ailleurs, le secteur de « Education-santé-action sociale » (16,5 % du total des risques recensés) enregistre une légère baisse (- 0,8 % sur un trimestre) alors que celui des administrations publiques (14,7 % du total) régresse de 0,5 % entre juin et septembre 2007.

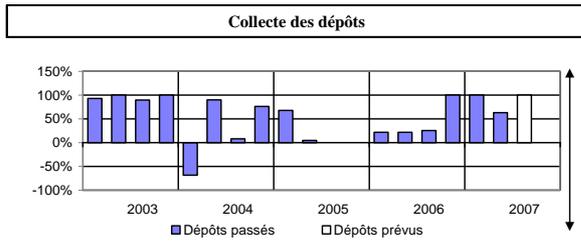
### 3 - Perspectives

Selon les **dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM**, la collecte des dépôts reste toujours aussi dynamique au cours du second trimestre 2007. Cette tendance devrait se poursuivre au cours du troisième trimestre de l'année 2007. Par ailleurs, il convient de noter qu'à la fin du premier trimestre 2007, le financement de l'habitat, la production des crédits d'équipement, d'exploitation aux entreprises et à la consommation des particuliers se sont intensifiés. Ces différents financements devraient encore être orientés à la hausse au trimestre prochain.

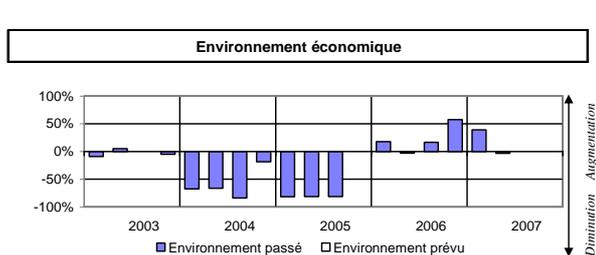
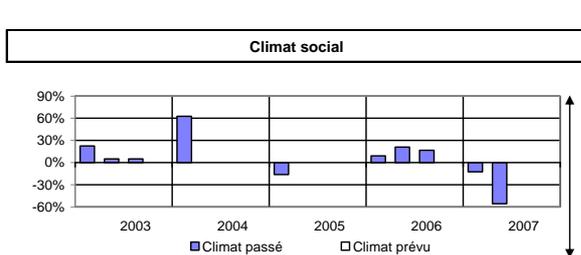
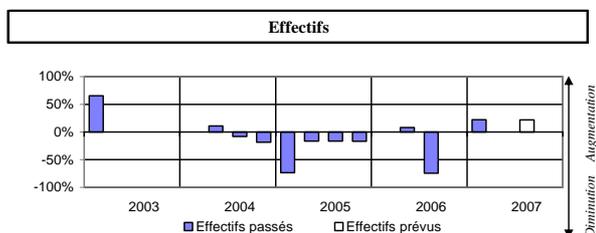
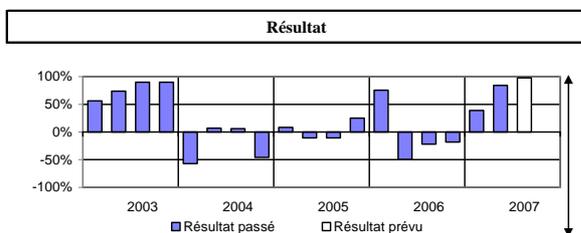
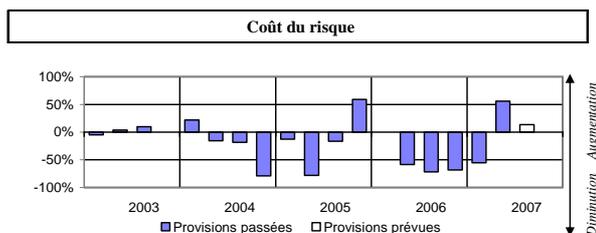
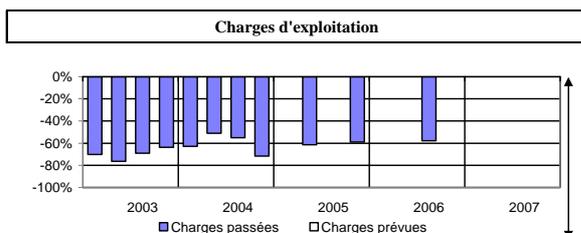
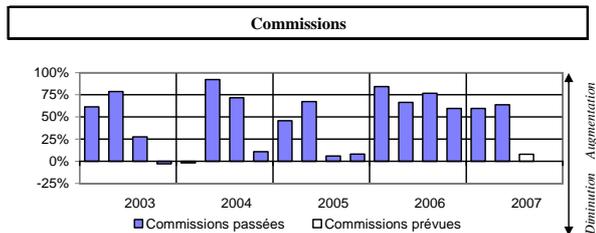
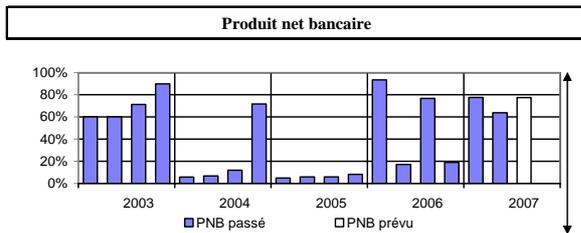
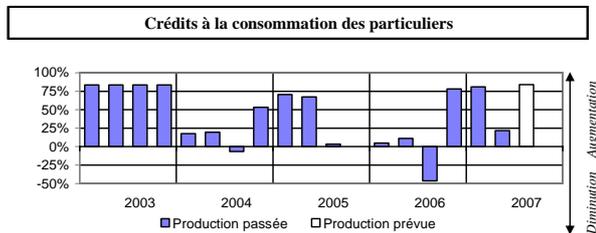
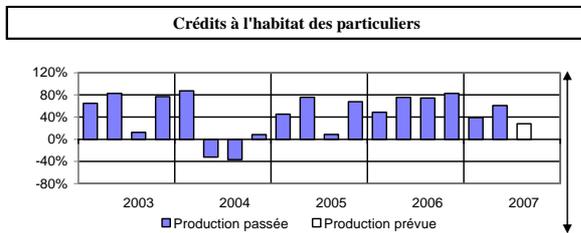
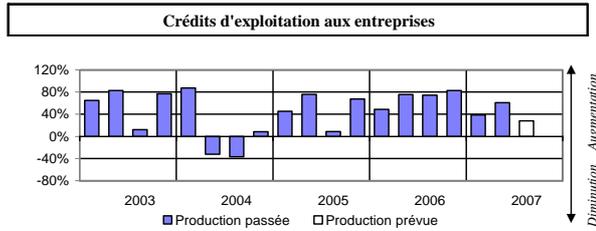
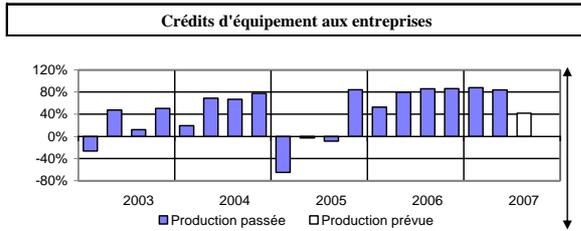
En terme de rentabilité, la progression du produit net bancaire reste toujours aussi importante alors que les commissions des établissements de crédit devraient se stabiliser au troisième trimestre 2007. Après une nette dégradation au cours du troisième trimestre 2006, les charges d'exploitation se sont stabilisées depuis la fin de l'année 2006, comme l'avaient annoncé les dirigeants des établissements de crédit.

Enfin, les établissements de crédit restent attentifs aux évolutions du climat social et à l'environnement économique.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



**Soldes d'opinions des dirigeants**  
(BFCOI, BRED-BP, BR, CRCAMR, SOFIDER, SOREFI)

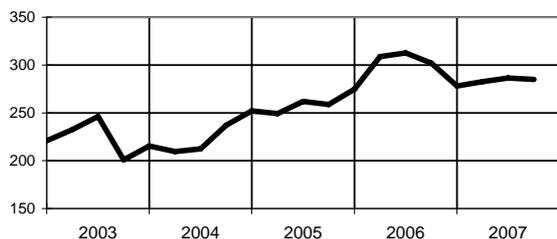


### 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

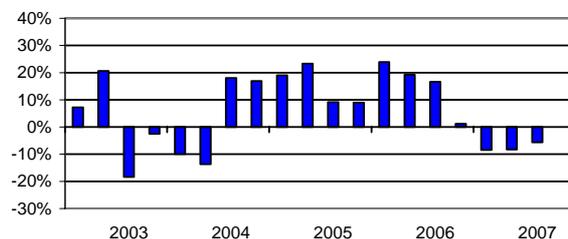
	Montants en millions au									Variations	
	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	1 an	1 trim.
<b>Sociétés non financières</b>	<b>64,785</b>	<b>70,200</b>	<b>94,095</b>	<b>118,030</b>	<b>105,585</b>	<b>66,860</b>	<b>77,127</b>	<b>72,442</b>	<b>70,506</b>	<b>-33,2%</b>	<b>-2,7%</b>
Dépôts à vue	29,652	40,144	37,074	32,336	39,051	49,312	42,908	51,260	55,809	42,9%	8,9%
Placements liquides ou à court terme	35,042	29,923	56,888	85,564	66,398	17,200	34,071	21,051	14,564	-78,1%	-30,8%
Comptes d'épargne à régime spécial										-	-
Placements indexés sur les taux de marché	35,042	29,923	56,888	85,564	66,398	17,200	34,071	21,051	14,564	-78,1%	-30,8%
dont comptes à terme	6,522	8,115	8,857	9,054	5,365	8,954	4,636	5,503	6,876	28,2%	25,0%
dont OPCVM monétaires	1,015	1,071	1,071	0,675	1,329	2,610	2,042	2,140	1,364	2,6%	-36,3%
dont certificats de dépôt	27,383	20,372	46,593	75,468	59,168	5,100	26,830	12,550	5,466	-90,8%	-56,4%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>0,091</b>	<b>0,133</b>	<b>0,133</b>	<b>0,130</b>	<b>0,136</b>	<b>0,348</b>	<b>0,148</b>	<b>0,131</b>	<b>0,133</b>	<b>-2,2%</b>	<b>1,5%</b>
dont OPCVM non monétaires		0,045	0,045	0,046	0,046	0,248	0,047	0,047	0,048	4,3%	2,1%
<b>Ménages</b>	<b>107,441</b>	<b>116,778</b>	<b>128,779</b>	<b>128,340</b>	<b>130,334</b>	<b>138,610</b>	<b>142,442</b>	<b>146,633</b>	<b>145,290</b>	<b>11,5%</b>	<b>-0,9%</b>
Dépôts à vue	45,838	51,103	61,979	55,746	57,495	64,900	62,391	67,402	61,434	6,9%	-8,9%
Placements liquides ou à court terme	46,292	46,857	47,850	48,760	48,790	51,131	56,225	56,202	58,699	20,3%	4,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,335	38,288	39,313	38,896	37,507	40,478	39,881	41,624	40,791	8,8%	-2,0%
Livrets ordinaires	34,477	36,258	37,191	36,762	35,392	38,235	37,526	39,161	38,513	8,8%	-1,7%
Livrets A et bleus										-	-
Livrets jeunes	0,002	0,001	0,001			0,029	0,037	0,042	0,040	-	-4,8%
Livrets d'épargne populaire	0,008	0,010	0,010	0,010	0,010	0,019	0,021	0,010	0,009	-10,0%	-10,0%
CODEVI	0,060	0,055	0,060	0,051	0,057	0,076	0,096	0,092	0,077	35,1%	-16,3%
Comptes d'épargne logement	1,788	1,964	2,051	2,073	2,048	2,119	2,201	2,319	2,152	5,1%	-7,2%
Placements indexés sur les taux de marché	9,957	8,569	8,537	9,864	11,283	10,653	16,344	14,578	17,908	58,7%	22,8%
dont OPCVM monétaires	0,388	0,416	0,416	0,684	0,916	1,147	2,931	2,558	2,158	135,6%	-15,6%
dont Comptes créditeurs à terme	4,837	3,610	3,345	4,350	6,116	5,342	9,631	8,387	11,890	94,4%	41,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>15,311</b>	<b>18,818</b>	<b>18,950</b>	<b>23,834</b>	<b>24,049</b>	<b>22,579</b>	<b>23,826</b>	<b>23,029</b>	<b>25,157</b>	<b>4,6%</b>	<b>9,2%</b>
Plans d'épargne logement	8,430	9,731	9,863	9,920	9,927	10,449	10,863	11,159	11,365	14,5%	1,8%
Plans d'épargne populaire	0,309	0,349	0,349	0,294	0,285	0,281	0,282	0,261	0,261	-8,4%	-
Autres comptes d'épargne	0,010	0,015	0,015	0,023	0,015	0,034	0,041	0,038	0,056	273,3%	47,4%
Portefeuille-titres	0,514	0,526	0,526	0,501	0,565	0,536	0,542	0,402	0,441	-21,9%	9,7%
OPCVM non monétaires	0,551	1,959	1,959	5,068	5,097	2,525	2,592	2,761	2,769	-45,7%	0,3%
Contrats d'assurance-vie	5,497	6,238	6,238	8,028	8,160	8,754	9,506	8,408	10,265	25,8%	22,1%
<b>Autres agents</b>	<b>86,685</b>	<b>87,817</b>	<b>85,964</b>	<b>66,190</b>	<b>66,051</b>	<b>72,681</b>	<b>63,141</b>	<b>67,471</b>	<b>69,123</b>	<b>4,7%</b>	<b>2,4%</b>
Dépôts à vue	13,796	14,258	9,161	10,377	12,139	20,282	15,766	19,701	21,603	78,0%	9,7%
Placements liquides ou à court terme	39,424	58,580	61,824	42,539	40,638	39,125	34,101	34,496	34,246	-15,7%	-0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,405	0,302	0,297	0,271	0,270	0,357	0,177	0,172	0,122	-54,8%	-29,1%
Placements indexés sur les taux de marché	39,019	58,278	61,527	42,268	40,368	38,768	33,924	34,324	34,124	-15,5%	-0,6%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>33,465</b>	<b>14,979</b>	<b>14,979</b>	<b>13,274</b>	<b>13,274</b>	<b>13,274</b>	<b>13,274</b>	<b>13,274</b>	<b>13,274</b>		
<b>Total actifs financiers</b>	<b>258,911</b>	<b>274,795</b>	<b>308,838</b>	<b>312,560</b>	<b>301,970</b>	<b>278,151</b>	<b>282,710</b>	<b>286,546</b>	<b>284,919</b>	<b>-5,6%</b>	<b>-0,6%</b>
Dépôts à vue	89,286	105,505	108,214	98,459	108,685	134,494	121,065	138,363	138,846	27,8%	0,3%
Placements liquides ou à court terme	120,758	135,360	166,562	176,863	155,826	107,456	124,397	111,749	107,509	-31,0%	-3,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,740	38,590	39,610	39,167	37,777	40,835	40,058	41,796	40,913	8,3%	-2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	84,018	96,770	126,952	137,696	118,049	66,621	84,339	69,953	66,596	-43,6%	-4,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>48,867</b>	<b>33,930</b>	<b>34,062</b>	<b>37,238</b>	<b>37,459</b>	<b>36,201</b>	<b>37,248</b>	<b>36,434</b>	<b>38,564</b>	<b>2,9%</b>	<b>5,8%</b>

#### Ensembles des actifs financiers

en millions d'euros

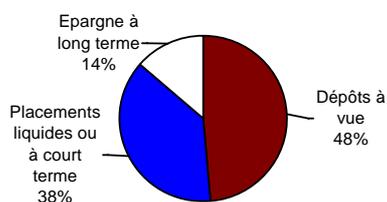


Variations trimestrielles en glissement annuel

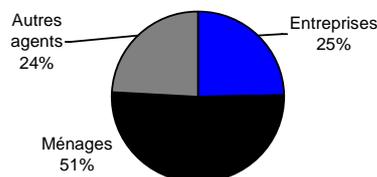


#### Structure des actifs financiers

##### Structure par nature

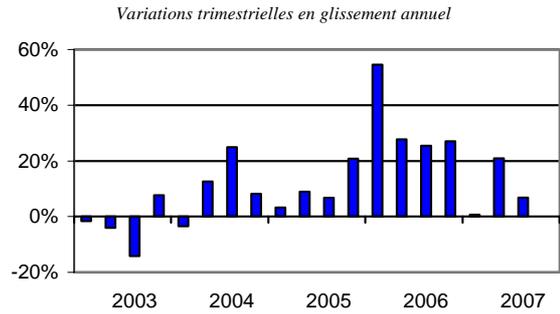
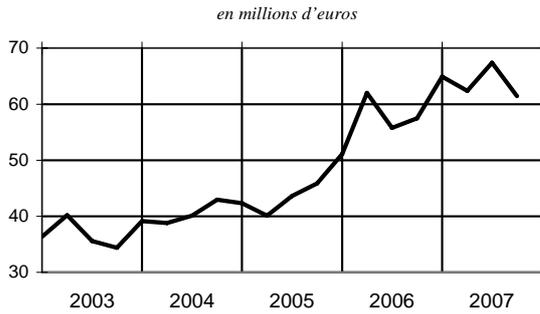


##### Structure par agent

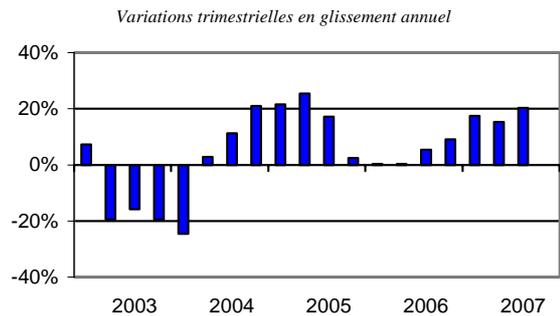
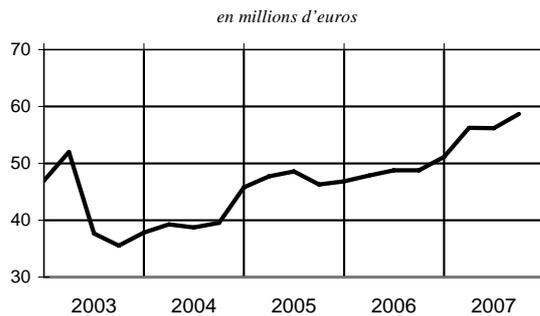


## Les placements des ménages

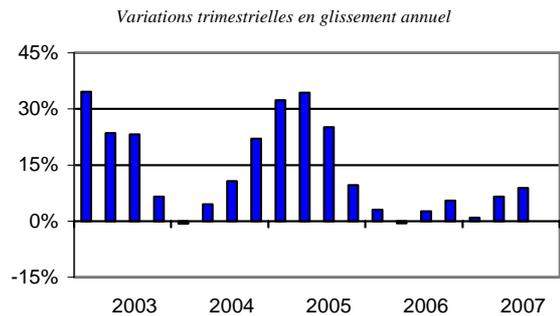
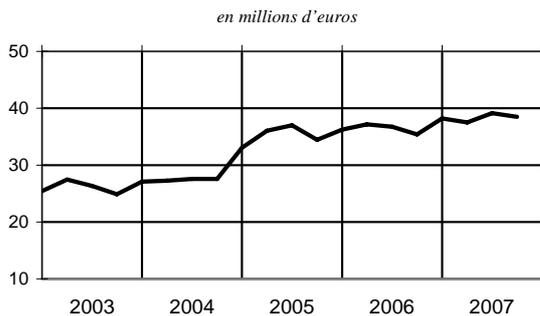
### Dépôts à vue



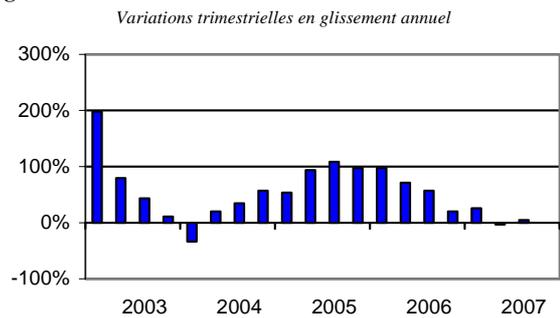
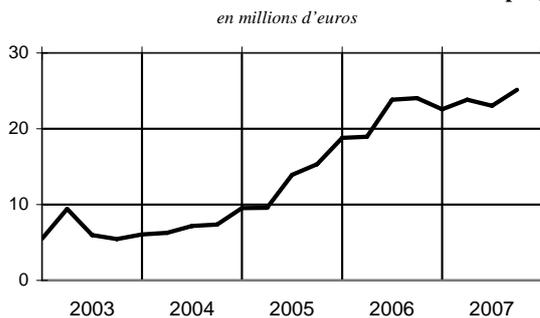
### Placements liquides ou à court terme



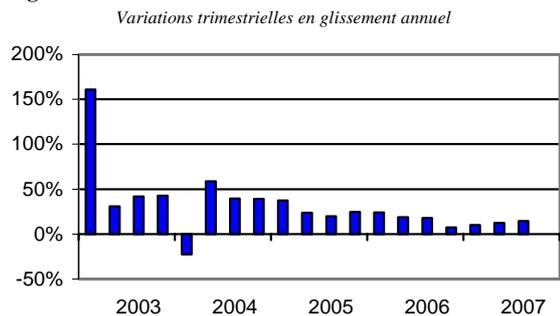
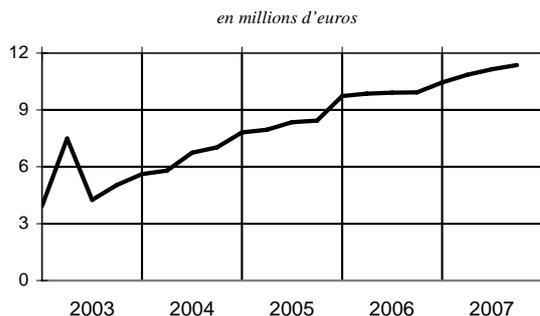
### Livrets ordinaires



### Épargne à long terme

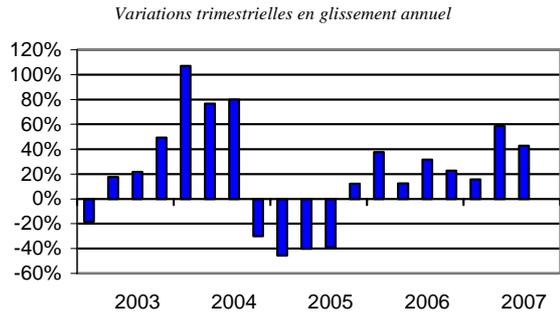
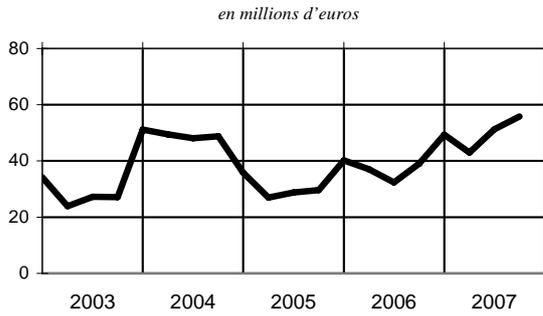


### Plans d'épargne logement

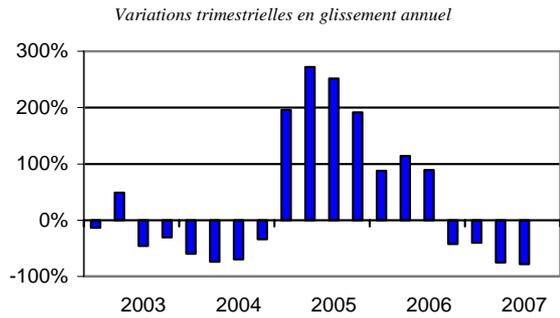
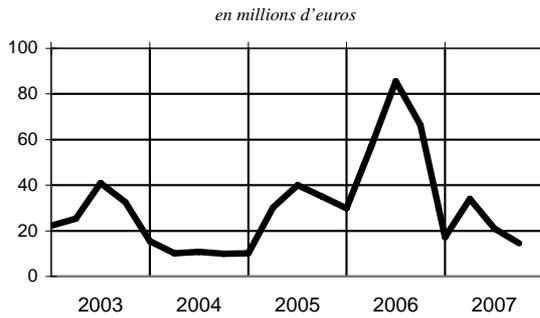


## Les disponibilités des entreprises

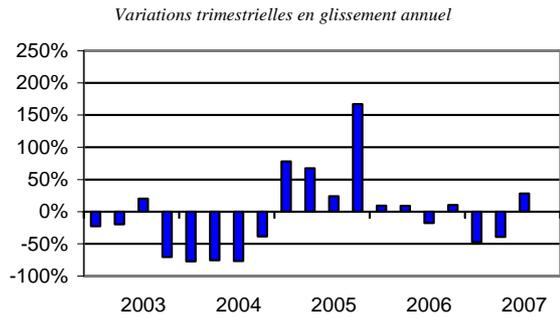
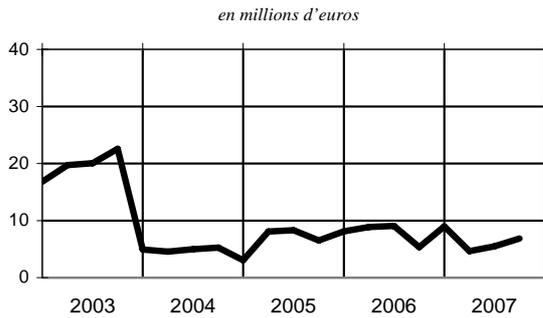
### Dépôts à vue



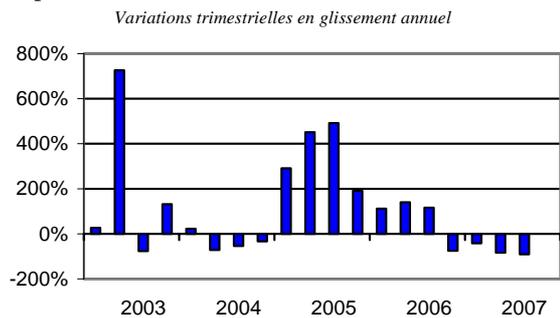
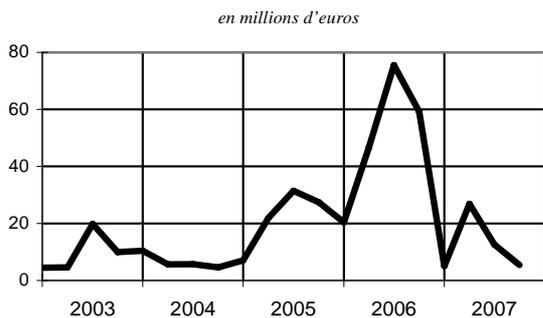
### Placements liquides ou à court terme



### Dépôts à terme

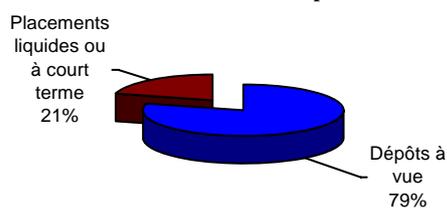


### Certificats de dépôt

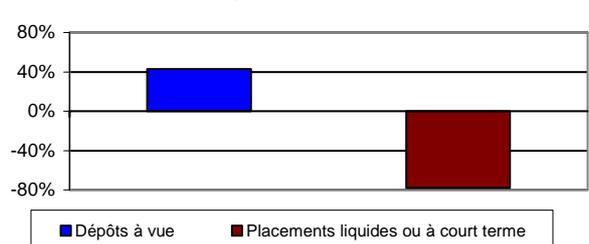


## Structure des actifs financiers des entreprises par nature

### Actifs financiers des entreprises



### Variations en glissement annuel - 1er trim. 2007

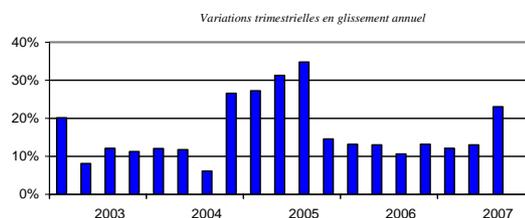
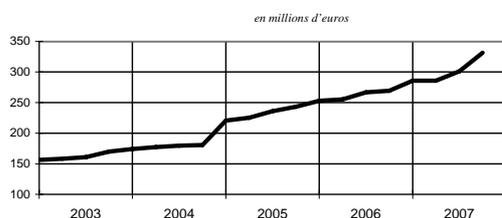


## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

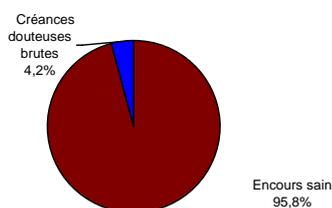
	Montants en millions au									Variations	
	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	1 an	1 trim.
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	23,196	22,065	21,998	27,016	26,277	27,315	21,536	25,119	36,650	39,5%	45,9%
Créances commerciales	4,099	3,594	3,760	5,029	4,709	5,401	4,632	4,486	6,047	28,4%	34,8%
Crédits de trésorerie	12,691	13,451	13,542	14,088	15,561	13,463	11,423	13,073	14,729	-5,3%	12,7%
Comptes ordinaires débiteurs	6,406	5,020	4,696	7,899	6,007	8,451	5,481	7,560	15,874	164,3%	110,0%
Affacturage											
Crédits d'investissement	82,671	85,498	87,082	87,306	87,346	96,624	100,210	104,846	110,998	27,1%	5,9%
Crédits à l'équipement	76,213	78,947	79,929	79,415	79,234	87,845	90,832	94,936	100,308	26,6%	5,7%
Crédit-bail	6,458	6,551	7,153	7,891	8,112	8,779	9,378	9,910	10,690	31,8%	7,9%
Crédits à l'habitat	3,634	4,594	4,772	5,326	5,478	7,542	7,779	13,177	13,735	150,7%	4,2%
Autres crédits	0,495	0,030	0,055	0,108	0,667	0,667	0,667	0,707	0,819		
<b>Encours sain</b>	<b>109,996</b>	<b>112,187</b>	<b>113,907</b>	<b>119,756</b>	<b>119,768</b>	<b>132,148</b>	<b>130,192</b>	<b>143,849</b>	<b>162,202</b>	<b>35,4%</b>	<b>12,8%</b>
Créances douteuses brutes	4,730	5,496	5,792	7,314	6,950	6,595	8,036	8,886	9,481	36,4%	6,7%
<b>Encours total</b>	<b>114,726</b>	<b>117,683</b>	<b>119,699</b>	<b>127,070</b>	<b>126,718</b>	<b>138,743</b>	<b>138,228</b>	<b>152,735</b>	<b>171,683</b>	<b>35,5%</b>	<b>12,4%</b>
Taux de créances douteuses	4,2%	4,7%	4,9%	5,8%	5,5%	4,8%	5,9%	5,9%	5,6%	1,0%	-5,1%
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	66,386	69,018	70,147	73,320	73,058	74,463	76,938	84,135	89,025	21,9%	5,8%
Crédits de trésorerie	57,563	60,246	60,970	63,144	63,317	64,919	65,555	71,675	79,022	24,8%	10,3%
Comptes ordinaires débiteurs	5,468	5,408	5,675	6,284	5,346	4,738	6,338	7,373	4,800	-10,2%	-34,9%
Crédit-bail	3,355	3,364	3,502	3,892	4,395	4,806	5,045	5,087	5,203	18,4%	2,3%
Crédits à l'habitat	44,185	49,217	49,979	52,015	53,909	59,154	59,979	62,165	65,011	20,6%	4,6%
Autres crédits	0,963	0,856	0,822	1,197	1,182	1,201	0,610	0,553	0,318	-73,1%	-42,5%
<b>Encours sain</b>	<b>111,534</b>	<b>119,091</b>	<b>120,948</b>	<b>126,532</b>	<b>128,149</b>	<b>134,818</b>	<b>137,527</b>	<b>146,853</b>	<b>154,354</b>	<b>20,4%</b>	<b>5,1%</b>
Créances douteuses brutes	6,514	5,053	4,740	4,308	4,312	4,981	4,628	5,359	5,156	19,6%	-3,8%
<b>Encours total</b>	<b>118,048</b>	<b>124,144</b>	<b>125,688</b>	<b>130,840</b>	<b>132,461</b>	<b>139,799</b>	<b>142,155</b>	<b>152,212</b>	<b>159,510</b>	<b>20,4%</b>	<b>4,8%</b>
Taux de créances douteuses	5,5%	4,1%	3,8%	3,3%	3,3%	3,6%	3,3%	3,5%	3,2%	-0,7%	-8,2%
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	0,075	0,038	0,020	0,005			0,001	0,001	2,550	-	254900,0%
Crédits de trésorerie											
Comptes ordinaires débiteurs	0,075	0,038	0,020	0,005			0,001	0,001	2,550		
Crédits à l'équipement	14,718	13,532	13,450	13,183	13,112	11,700	10,426	6,951	7,291	-44,4%	4,9%
Autres crédits	4,637	4,385	4,414	4,410	4,384	4,120	4,117	0,010	0,059	-98,7%	490,0%
<b>Encours sain</b>	<b>19,430</b>	<b>17,955</b>	<b>17,884</b>	<b>17,598</b>	<b>17,496</b>	<b>15,820</b>	<b>14,544</b>	<b>6,962</b>	<b>9,900</b>	<b>-43,4%</b>	<b>42,2%</b>
Créances douteuses brutes	0,026									-	-
<b>Encours total</b>	<b>19,456</b>	<b>17,955</b>	<b>17,884</b>	<b>17,598</b>	<b>17,496</b>	<b>15,820</b>	<b>14,544</b>	<b>6,962</b>	<b>9,900</b>	<b>-43,4%</b>	<b>42,2%</b>
Taux de créances douteuses	0,1%									-	-
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>2,466</b>	<b>3,418</b>	<b>2,314</b>	<b>2,701</b>	<b>3,801</b>	<b>3,168</b>	<b>3,550</b>	<b>3,611</b>	<b>4,874</b>	<b>28,2%</b>	<b>35,0%</b>
Créances douteuses brutes											
<b>Encours total</b>	<b>2,466</b>	<b>3,418</b>	<b>2,314</b>	<b>2,701</b>	<b>3,801</b>	<b>3,168</b>	<b>3,550</b>	<b>3,611</b>	<b>4,874</b>	<b>28,2%</b>	<b>35,0%</b>
Taux de créances douteuses											
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>243,426</b>	<b>252,651</b>	<b>255,053</b>	<b>266,587</b>	<b>269,214</b>	<b>285,954</b>	<b>285,813</b>	<b>301,275</b>	<b>331,330</b>	<b>23,1%</b>	<b>10,0%</b>
Créances douteuses brutes	11,270	10,549	10,532	11,622	11,262	11,576	12,664	14,245	14,637	30,0%	2,8%
<b>Encours total</b>	<b>254,696</b>	<b>263,200</b>	<b>265,585</b>	<b>278,209</b>	<b>280,476</b>	<b>297,530</b>	<b>298,477</b>	<b>315,520</b>	<b>345,967</b>	<b>23,3%</b>	<b>9,6%</b>
Taux de créances douteuses	4,4%	4,0%	4,0%	4,2%	4,0%	3,9%	4,2%	4,5%	4,2%	5,4%	-6,3%
Taux de provisionnement	53,8%	50,1%	52,5%	49,1%	51,8%	49,6%	50,4%	42,3%	42,3%	-18,3%	0,0%

#### Encours de crédit sain des EC locaux

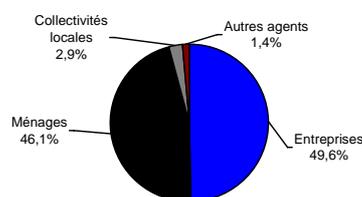


#### Structure des passifs financiers

##### Répartition des encours

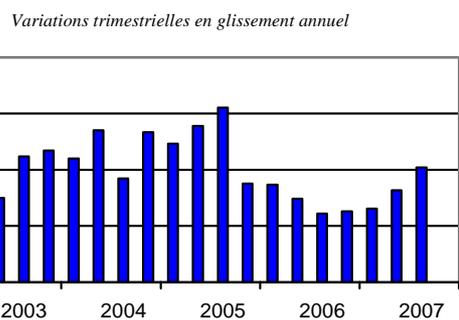
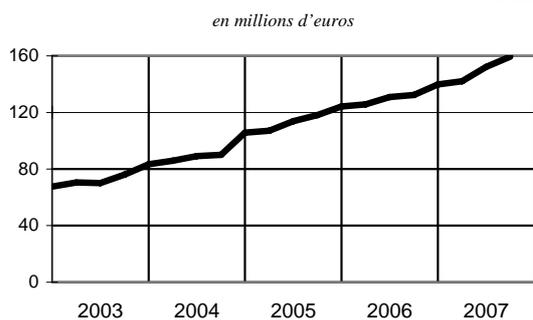


##### Ensemble des agents

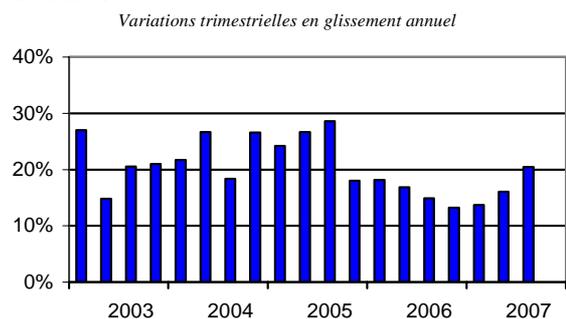
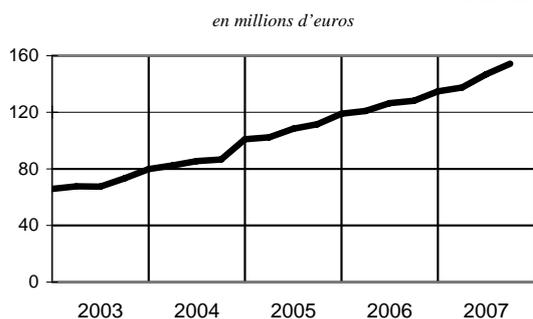


## L'endettement des ménages

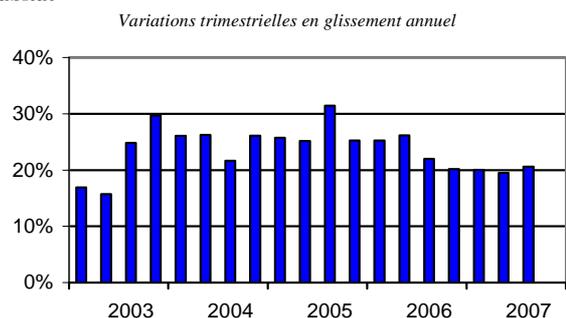
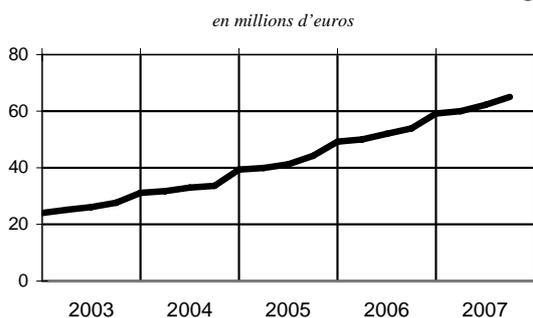
### Ensemble des concours



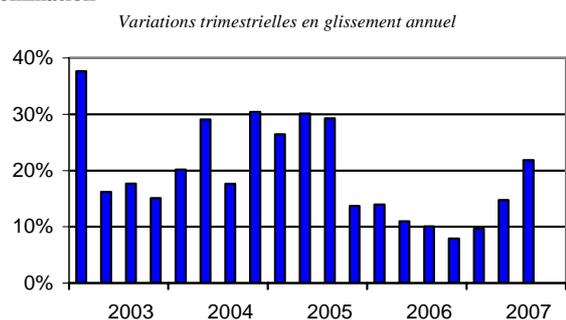
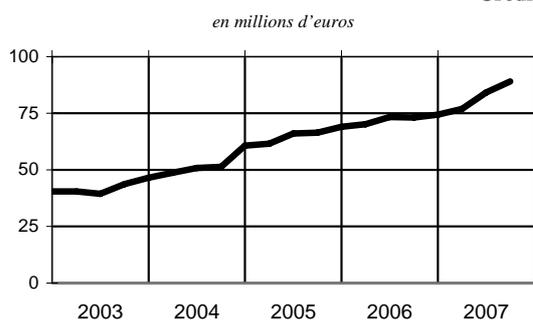
### Ensemble des concours sains



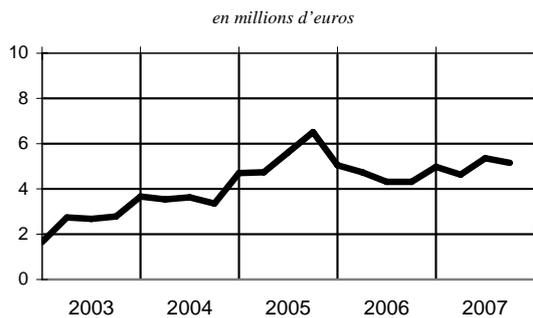
### Crédit à l'habitat



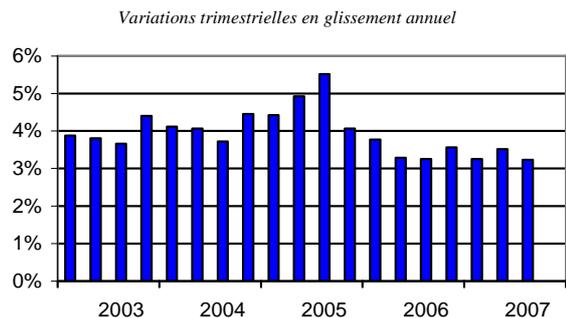
### Crédit à la consommation



### Créances douteuses brutes



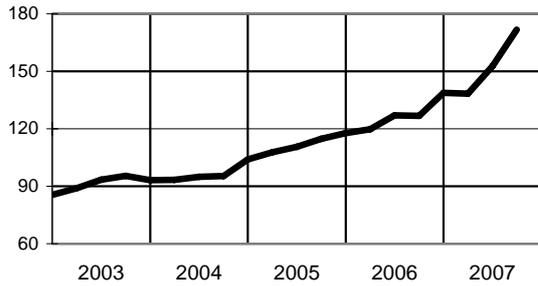
### Taux de créances douteuses



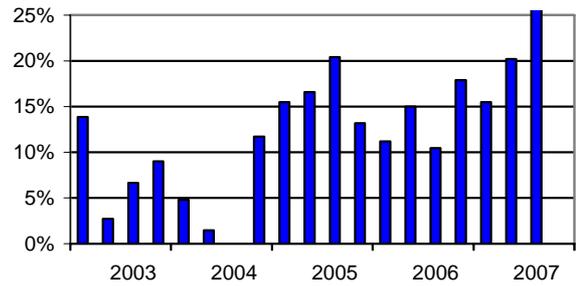
## L'endettement des entreprises

### Ensemble des concours

en millions d'euros

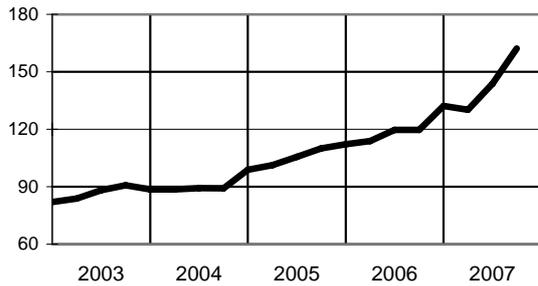


Variations trimestrielles en glissement annuel

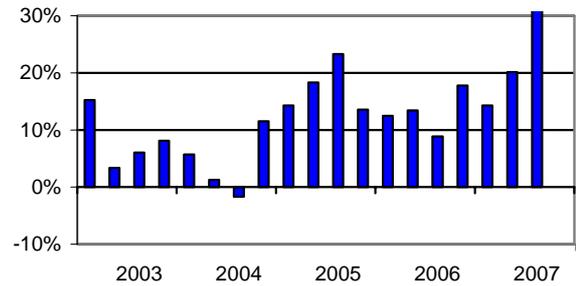


### Ensemble des concours sains

en millions d'euros

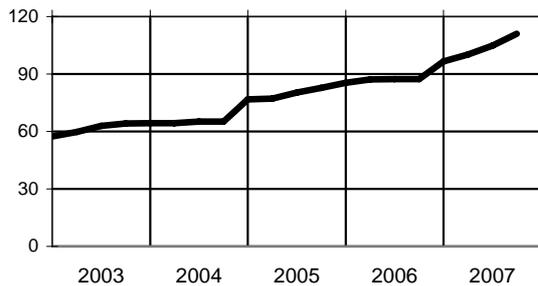


Variations trimestrielles en glissement annuel

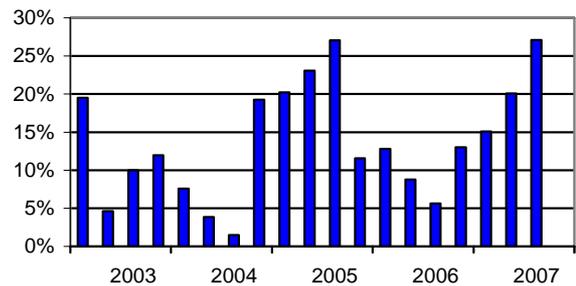


### Crédits d'investissement

en millions d'euros

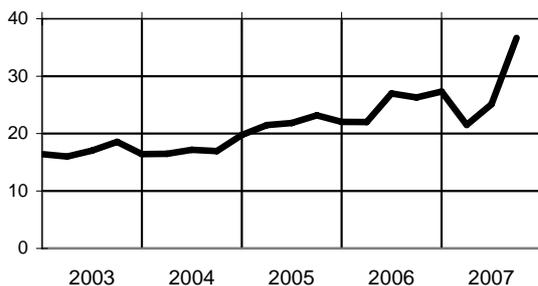


Variations trimestrielles en glissement annuel

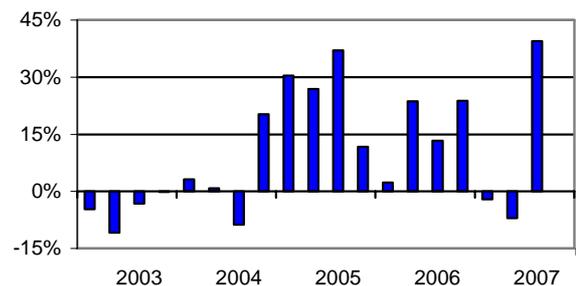


### Crédits d'exploitation

en millions d'euros

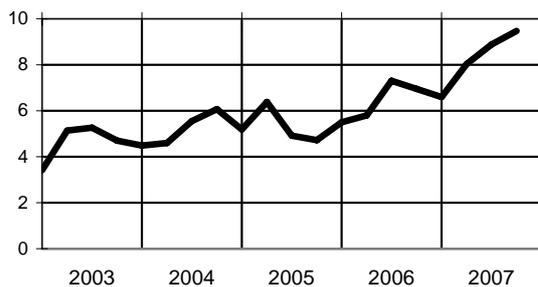


Variations trimestrielles en glissement annuel



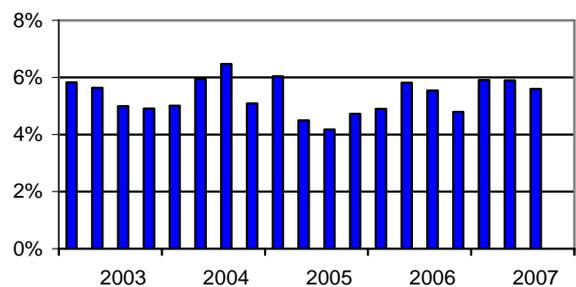
### Créances douteuses brutes

en millions d'euros



### Taux de créances douteuses

Variations trimestrielles en glissement annuel



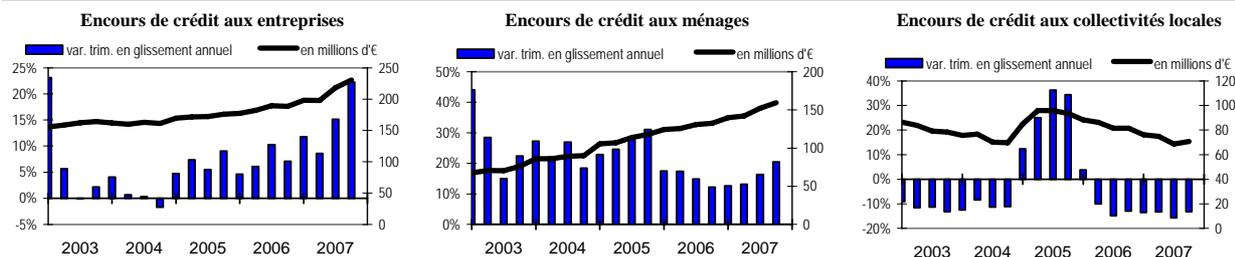
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions au									Variations	
	30-sept-05	31-déc-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept-06	31-déc-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept-07	1 an	1 trim.
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	23,196	22,065	22,338	27,248	26,593	27,541	21,687	25,726	37,077	39,4%	-3,1%
Créances commerciales	4,099	3,594	3,760	5,029	4,709	5,401	4,632	4,486	6,047	28,4%	34,8%
Crédits de trésorerie	12,691	13,451	13,542	14,088	15,561	13,463	11,423	13,074	14,730	-5,3%	12,7%
Comptes ordinaires débiteurs	6,406	5,020	4,696	7,899	6,014	8,451	5,481	7,944	15,874	164,0%	99,8%
Affacturage			0,340	0,232	0,309	0,226	0,151	0,222	0,426		
Crédits d'investissement	83,533	86,893	89,503	89,462	89,300	98,454	105,398	106,474	112,305	25,8%	5,5%
Crédits à l'équipement	77,075	80,342	82,114	81,380	80,877	89,387	95,737	96,222	100,961	24,8%	4,9%
Crédit-bail	6,458	6,551	7,389	8,082	8,423	9,067	9,661	10,252	11,344	34,7%	10,7%
Crédits à l'habitat	38,107	29,888	29,969	30,285	30,097	32,039	32,154	37,412	37,477	24,5%	0,2%
Autres crédits	3,991	3,375	3,302	3,259	3,717	3,610	3,505	3,439	3,493		
<b>Encours sain</b>	<b>148,827</b>	<b>142,221</b>	<b>145,112</b>	<b>150,254</b>	<b>149,707</b>	<b>161,644</b>	<b>162,744</b>	<b>173,051</b>	<b>190,352</b>	<b>27,1%</b>	<b>10,0%</b>
Créances douteuses brutes	27,139	35,196	37,019	39,339	38,751	36,666	35,009	45,275	40,116	3,5%	-11,4%
<b>Encours total</b>	<b>175,966</b>	<b>177,417</b>	<b>182,131</b>	<b>189,593</b>	<b>188,458</b>	<b>198,310</b>	<b>197,753</b>	<b>218,326</b>	<b>230,468</b>	<b>22,3%</b>	<b>5,6%</b>
Taux de créances douteuses	15,4%	19,8%	20,3%	20,7%	20,6%	18,5%	17,7%	20,7%	17,4%	-15,3%	-16,1%
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	66,386	69,018	70,147	73,320	73,058	74,463	76,938	84,135	89,025	21,9%	5,8%
Crédits de trésorerie	57,563	60,246	60,970	63,144	63,317	64,919	65,555	71,675	79,022	24,8%	10,3%
Comptes ordinaires débiteurs	5,468	5,408	5,675	6,284	5,346	4,738	6,338	7,373	4,800	-10,2%	-34,9%
Crédit-bail	3,355	3,364	3,502	3,892	4,395	4,806	5,045	5,087	5,203	18,4%	2,3%
Crédits à l'habitat	44,185	49,217	49,979	52,015	53,909	59,154	59,979	62,165	65,011	20,6%	4,6%
Autres crédits	0,963	0,856	0,822	1,197	1,182	1,201	0,610	0,553	0,318	-73,1%	-42,5%
<b>Encours sain</b>	<b>111,534</b>	<b>119,091</b>	<b>120,948</b>	<b>126,532</b>	<b>128,149</b>	<b>134,818</b>	<b>137,527</b>	<b>146,853</b>	<b>154,354</b>	<b>20,4%</b>	<b>5,1%</b>
Créances douteuses brutes	6,514	5,053	4,740	4,308	4,312	4,981	4,628	5,359	5,156	19,6%	-3,8%
<b>Encours total</b>	<b>118,048</b>	<b>124,144</b>	<b>125,688</b>	<b>130,840</b>	<b>132,461</b>	<b>139,799</b>	<b>142,155</b>	<b>152,212</b>	<b>159,510</b>	<b>20,4%</b>	<b>4,8%</b>
Taux de créances douteuses	5,5%	4,1%	3,8%	3,3%	3,3%	3,6%	3,3%	3,5%	3,2%	-0,7%	-8,2%
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	0,075	0,038	0,020	0,005			0,001	0,001	2,550	-	254900,0%
Crédits de trésorerie											
Comptes ordinaires débiteurs	0,075	0,038	0,020	0,005			0,001	0,001	2,550		
Crédits à l'équipement	60,525	57,973	57,003	55,648	55,053	52,706	51,367	51,228	50,664	-8,0%	-1,1%
Autres crédits	30,282	27,931	27,960	25,856	26,394	23,467	23,464	17,440	17,489	-33,7%	0,3%
<b>Encours sain</b>	<b>90,882</b>	<b>85,942</b>	<b>84,983</b>	<b>81,509</b>	<b>81,447</b>	<b>76,173</b>	<b>74,832</b>	<b>68,669</b>	<b>70,703</b>	<b>-13,2%</b>	<b>3,0%</b>
Créances douteuses brutes	2,709	2,239	1,381							-	-
<b>Encours total</b>	<b>93,591</b>	<b>88,181</b>	<b>86,364</b>	<b>81,509</b>	<b>81,447</b>	<b>76,173</b>	<b>74,832</b>	<b>68,669</b>	<b>70,703</b>	<b>-13,2%</b>	<b>3,0%</b>
Taux de créances douteuses											
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>4,701</b>	<b>5,549</b>	<b>12,276</b>	<b>4,560</b>	<b>5,556</b>	<b>4,820</b>	<b>16,699</b>	<b>17,029</b>	<b>18,674</b>	<b>236,1%</b>	<b>9,7%</b>
Créances douteuses brutes											
<b>Encours total</b>	<b>4,701</b>	<b>5,549</b>	<b>12,276</b>	<b>4,560</b>	<b>5,556</b>	<b>4,820</b>	<b>16,699</b>	<b>17,029</b>	<b>18,674</b>	<b>236,1%</b>	<b>9,7%</b>
Taux de créances douteuses											
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>355,944</b>	<b>352,803</b>	<b>363,319</b>	<b>362,855</b>	<b>364,859</b>	<b>377,455</b>	<b>391,802</b>	<b>405,602</b>	<b>434,083</b>	<b>19,0%</b>	<b>7,0%</b>
Créances douteuses brutes	36,362	42,488	43,140	43,647	43,063	41,647	39,637	50,634	45,272	5,1%	-10,6%
<b>Encours total</b>	<b>392,306</b>	<b>395,291</b>	<b>406,459</b>	<b>406,502</b>	<b>407,922</b>	<b>419,102</b>	<b>431,439</b>	<b>456,236</b>	<b>479,355</b>	<b>17,5%</b>	<b>5,1%</b>
Taux de créances douteuses	9,3%	10,7%	10,6%	10,7%	10,6%	9,9%	9,2%	11,1%	9,4%	-10,5%	-14,9%
Taux de provisionnement	83,9%	65,7%	52,1%	43,0%	43,8%	30,5%	33,7%	25,0%	28,3%	-35,3%	13,3%

Encours de crédit sain total

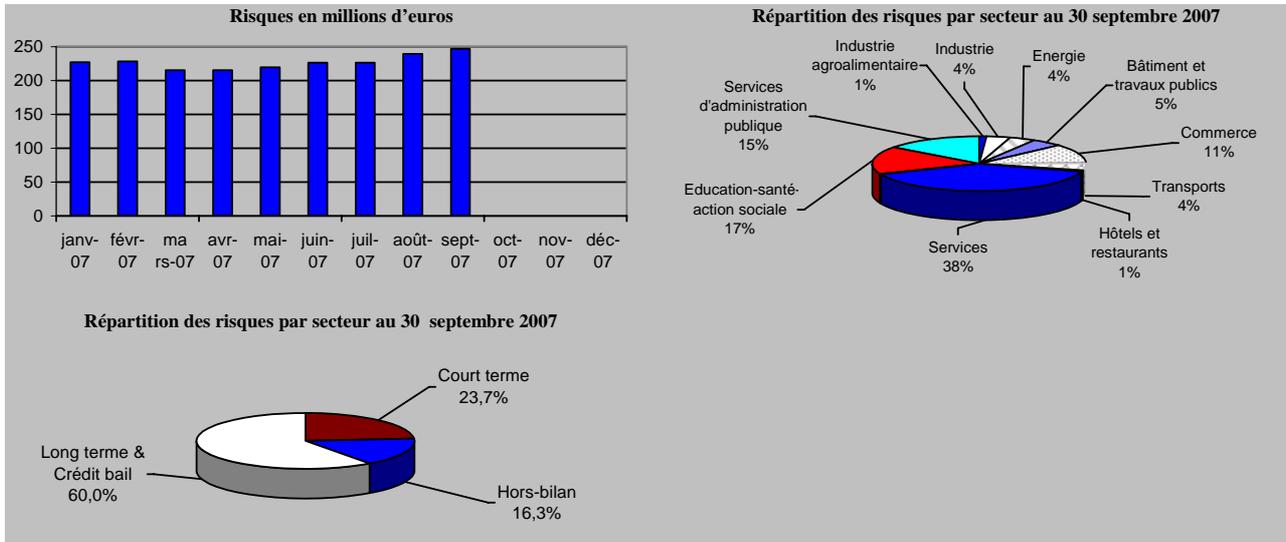


Concours consentis par les EC

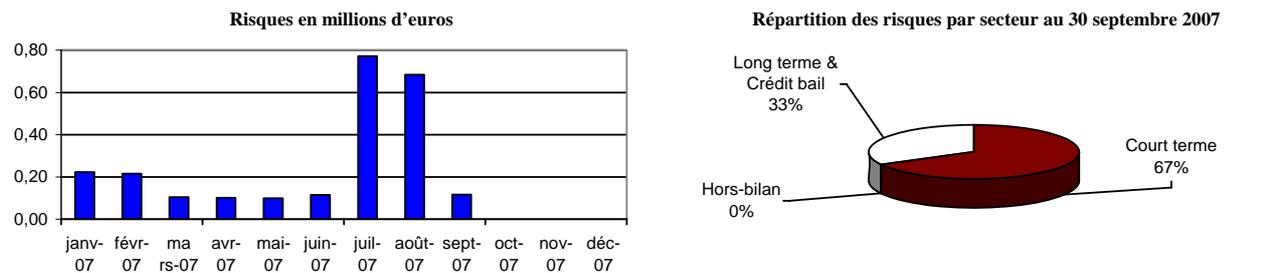


5. Risques sectoriels

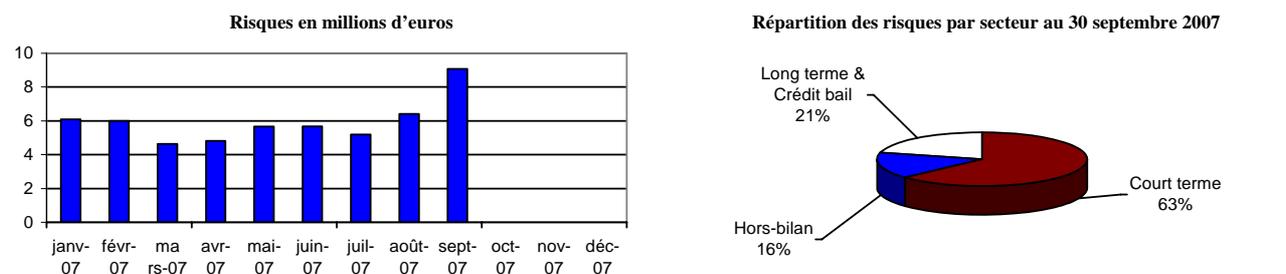
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



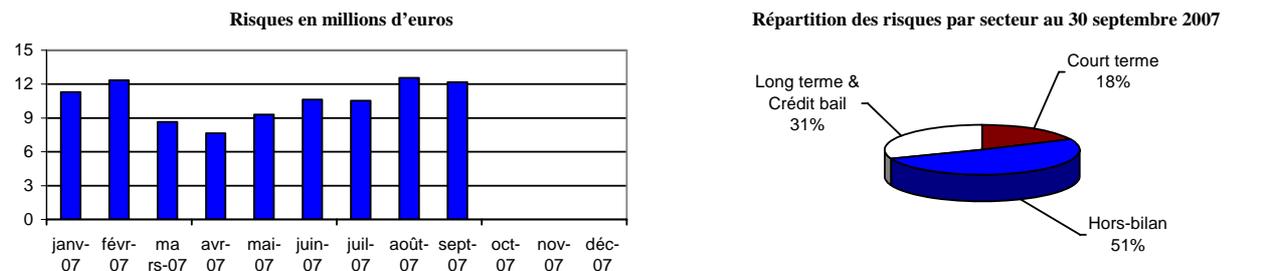
Risques bancaires sur le secteur primaire



Risques bancaires sur le secteur de l'industrie (hors industrie agroalimentaire)

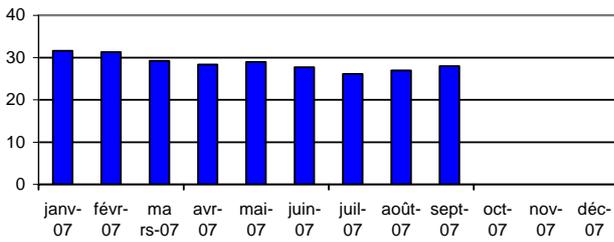


Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

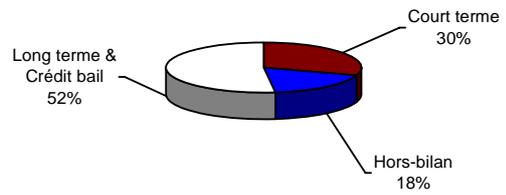


## Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'euros

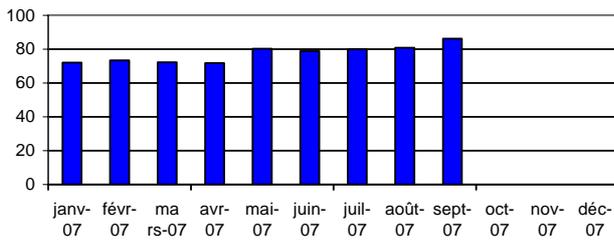


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2007

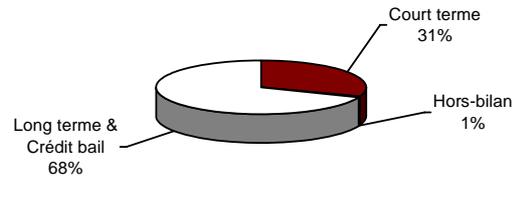


## Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

Risques en millions d'euros

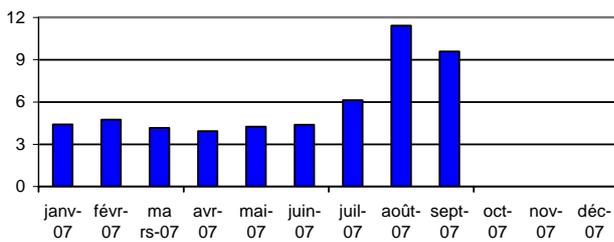


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2007

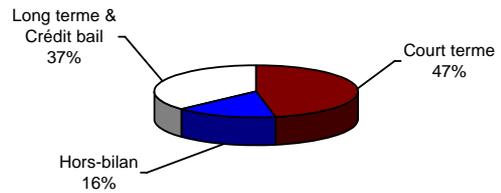


## Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

Risques en millions d'euros

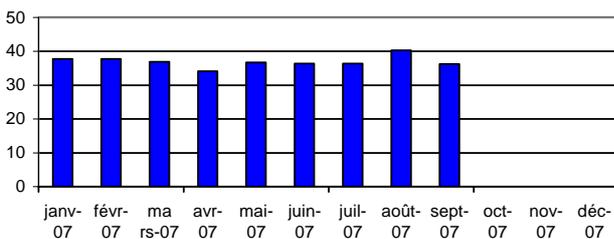


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2007

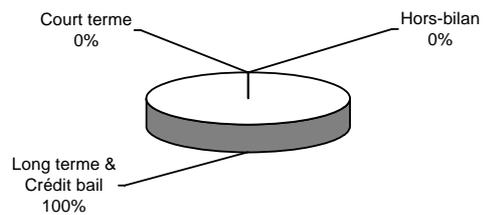


## Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2007



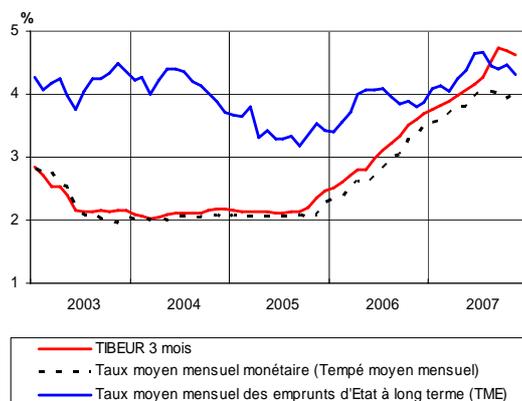
## 6. Rappel des taux

### 6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3,00%
Taux de la facilité de prêt (13/06/2007)	5,00%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2006 (JO du 07/02/06)	2,11%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

### 6.2 Principaux taux de marché



### 6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafond de l'usure application à compter		
	du 2e trimestre 2007	du 3e trimestre 2007	du 4e trimestre 2007
<b>PARTICULIERS</b> <u>Prêts immobiliers aux particuliers</u> - Prêts à taux fixe - Prêts à taux variable - Prêts relais <u>Autres prêts</u> - Prêts < ou = à 1 524 € - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	6,27%	6,41%	6,63%
	6,24%	6,53%	6,72%
	6,35%	6,48%	6,53%
	20,33%	20,39%	20,49%
	19,25%	19,85%	19,80%
<b>ENTREPRISES</b> <u>Prêts aux entreprises **</u> - Découverts en compte***	8,72%	8,93%	9,04%
	14,44%	14,48%	14,61%

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(\*\*) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

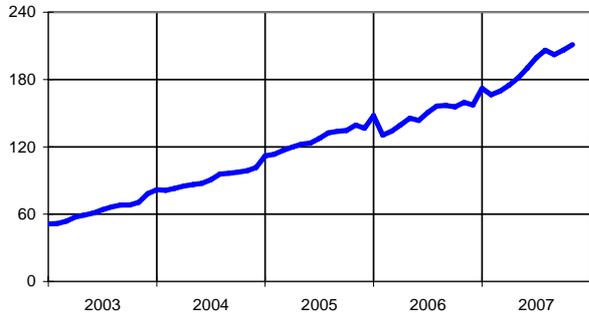
(\*\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 7. Monnaie fiduciaire

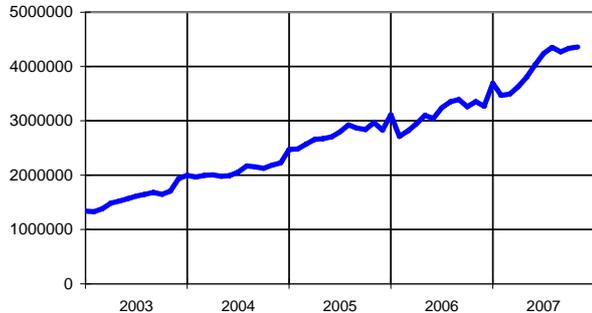
### 7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets au 30 septembre 2007

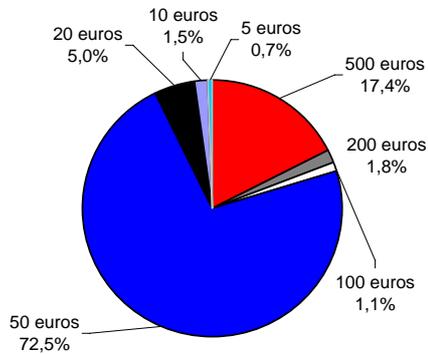
en millions d'Euros



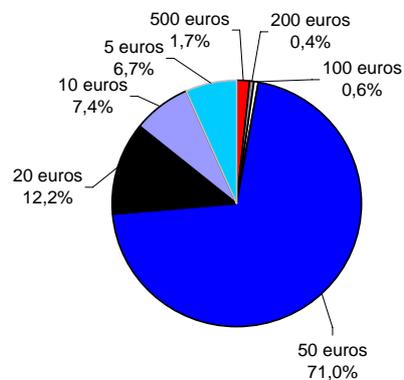
en nombre



Répartition des billets en valeur



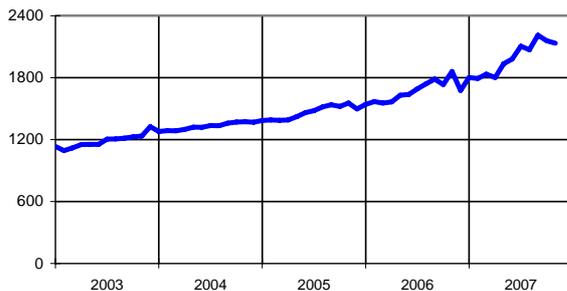
Répartition des billets en volume



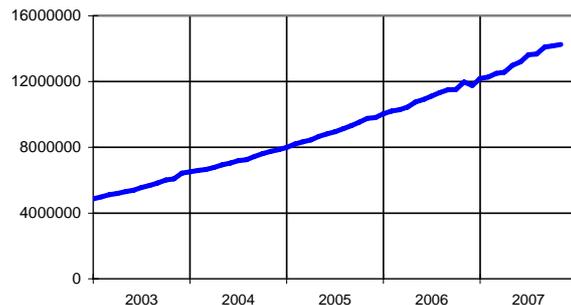
### 7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces au 30 septembre 2007

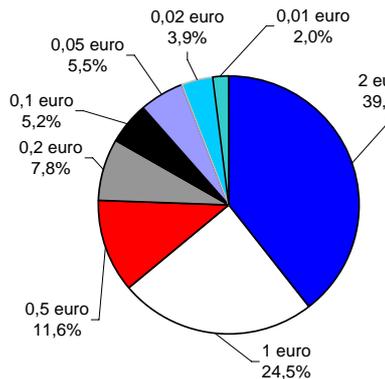
en milliers d'euros



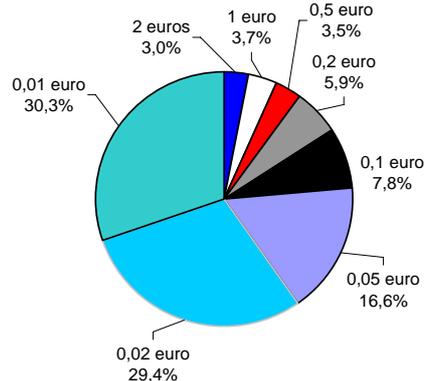
en nombre



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**Av de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou**

**Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02**

**Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 07 janvier 2008

Dépôt légal : 07 janvier 2008 - n° ISSN : 0296-3116